

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 279 – VENDREDI 29 JANVIER 2016

PÂQUERETTE TARDIVE

Christiane Taubira démissionne.
Deux heures moins le quart
avant 2017.

AGENDA MILITANT

→ 30 janvier

France [Nous ne cèderons pas !](#)



→ 2 février

Arras [Autour des attentats 2015 et de la violence du monde...](#)

→ 3 février

Roubaix [Le hip hop face au\(x\) racisme\(s\) : une quête de respect, de dignité et d'égalité](#)

→ 4 février

Paris [Pour les 8 de Goodyear](#)

→ 10 février

Toulouse [Réseau salariat](#)

→ 11 février

Montluçon [Quelle République pour une société fondée sur la mise en commun](#)

→ 13 février

Paris [Qu'entendre par appropriation sociale ?](#)

À Davos, ni Valls ni Macron n'ont été hués

Lors de la primaire du PS en 2011, Manuel Valls avait rassemblé sept fois moins de suffrages que François Hollande. Au jeu de "qui perd gagne", cela signifiait que son orientation l'avait emporté de façon présentable aux électeurs ! Héros de la primaire, on apprend ensuite qu'en janvier 2014, Montebourg avait concédé par écrit que « *la France n'a d'autres choix que de mener une politique de compétitivité axée sur une baisse du coût du travail* ».

Déréglementer est le credo commun de ce gouvernement de Valls-Macron. Si le premier joue de la fibre autoritaire d'un Premier ministre "en temps de guerre", l'autre décline tous les registres de la modernitude. Mais les deux enfoncent le clou de la pensée dominante : ni voyous ni tabous, il faut de l'ordre dans la société et de la flexibilité dans l'économie. Et si le peuple doit être convoqué, mieux vaut que ce soit sur la déchéance de la nationalité que sur l'abandon du droit du travail !

La loi Macron I avait permis d'aller vite mais le coût en était élevé : débats houleux, mobilisations catégorielles mais significatives, passage en force à triple-coup de 49-3, un calibre qui ne passe pas inaperçu. Pire, peut-être, la fronde de députés socialistes rejoignant l'opposition d'autres députés résolument de gauche laissait ouverte la question d'une autre politique possible. Il fallait donc tout changer pour que rien ne change. Primo : pas de loi fourre-tout mais éparpillement des mesures mises au point avec les lobbys patronaux dans les différents projets de loi en cours de discussion. Secundo : flexibiliser le discours ; exemple : pas de "suppression" des 35 heures ni de la majoration des heures supplémentaires mais "liberté de négociation" dans les entreprises pour déroger aux accords de branche. Macron est jeune : il apprendra que Paris vaut bien une messe !

Que la messe soit dite n'est pas si sûr. Les protestations contre la remise en question du droit du travail, du droit du sol ou des libertés publiques tout comme le succès de la pétition de soutien aux syndicalistes de Goodyear tendent à montrer que les collègues de Cahuzac n'en ont pas fini avec la lutte des classes...

● Gilles Boitte



La (fausse ?) bonne idée de la primaire des gauches et des écologistes

Un appel en faveur d'une "primaire des gauches et des écologistes" pour la présidentielle de 2017 a recueilli, en dix jours, de nombreuses signatures. Arguments favorables et sérieuses objections.

Sauver la gauche en organisant une "primaire des gauches et des écologistes"... sans évoquer explicitement la lutte contre l'austérité ? Un appel, dont nous publions le texte intégral (lire l'encadré p. 3) en a lancé l'idée, avec le sponsor actif du quotidien *Libération*. Il a été lancé par une quarantaine de signataires d'origines politiques diverses, de Thomas Piketty à Dominique Méda, de Daniel Cohn-Bendit au démographe Hervé Le Bras, du syndicaliste Gérard Aschieri à l'historien Pierre Rosanvallon. Un *Manifeste* lui a été adjoint, dont nous évoquons aussi les contenus.

Intitulée sobrement "Pour une primaire à gauche", l'appel est critique vis-à-vis de la politique gouvernementale. Il dénonce « *les renoncements face aux inégalités sociales, à la dégradation environnementale, aux discriminations et à l'affaiblissement démocratique* »... mais pas un mot sur les politiques libérales, l'austérité ou la casse du Code du travail. De son côté, le *Manifeste* adossé à l'appel préfère mettre en cause les « *projets [qui] conjuguent sans cohérence le néolibéralisme du capitalisme financier, les régressions ethniques et racistes, et le*

recyclage nostalgique de l'étatisme des Trente Glorieuses et de l'État omnipotent ».

Il ne suffit pas de constater la « médiocrité de l'offre politique et son incapacité à se renouveler ». Comment passer sous silence le déni de démocratie qu'a constitué la poursuite des politiques libérales de l'UE après la victoire du Non au référendum de 2005 ?

L'appel n'accepte pas que « *la menace du FN, le risque terroriste et l'état d'urgence permanent servent de prétexte pour refuser de débattre des défis extraordinaires auxquels notre société est confrontée* ». Refusant l'impuissance, il appelle « *à une grande primaire*

des gauches et des écologistes », cette primaire étant « *la condition sine qua non pour qu'un candidat représente ces forces à l'élection présidentielle en incarnant le projet positif dont la France a besoin pour sortir de l'impasse* ». Un site est lancé¹, et l'appel, bien relayé par certains médias, a recueilli en quelques jours plus de 70 000 signatures. Cependant, le contenu et la démarche suscitent bien des interrogations et des critiques.

Une primaire face à la présidentialisation de la vie politique ?

Certains points de vue sur la démarche sont très critiques. Ainsi, pour le philosophe Jacques Bidet, la proposition de primaire « *s'inscrit d'emblée dans la machinerie du "présidentialisme", dans tout ce qui fait institutionnellement corps avec lui* »². De fait, si l'appel évoque la « *paralysie de nos institutions* » et « *l'opportunité de refonder notre démocratie* », il ne fait aucune référence à la crise de la représentation politique, ni au problème de la présidentialisation de la vie ●●●

1. <http://notreprimaire.fr/>. Un appel à financement a été lancé, avec là aussi, déjà, un site dédié : <http://primairedegauche.fr/>.

2. Lire le texte de sa tribune dans *Le Monde*, [ici](#).

●●● politique. De son côté, le *Manifeste* se contente de citer la « médiocrité de l'offre politique et son incapacité à se renouveler », ce qui est assez flou... N'aurait-il pas été important d'évoquer, par exemple, le référendum de mai 2005 sur le Traité constitutionnel pour l'Europe et ses suites, tout particulièrement la poursuite des politiques libérales de l'Union européenne ? En matière de déni de la démocratie, accentuant la crise de

la représentation, le déni de la victoire du Non de 2005 n'a-t-il pas constitué un tournant ?

Le caractère monarchique de notre régime semble sous-estimé dans l'appel, de sorte que la proposition même d'organiser une primaire n'est entourée d'aucune précaution quant aux problèmes que posent la personnalisation de la vie politique. On est au contraire dans le

registre de l'"incarnation", au lieu de tenter de subvertir la logique présidentielle. Quant au *Manifeste*, il évoque bien l'idée que l'élection présidentielle soit « l'objet d'une réappropriation citoyenne », mais il ne mesure pas que pour qu'il y ait réappropriation citoyenne, l'essentiel est précisément de ne pas faire de l'élection présidentielle le moment autour duquel toute la vie politique s'organise. Jacques Bidet explique : « Avant les primaires, il faudra, dit-on, le plus large débat au sein de multiples cercles de citoyens. Mais ce sera, n'en doutons pas, sous l'arbitrage des grands médias, lesquels, tous réunis - télévisions, journaux, radios - appartiennent pour l'essentiel à une dizaine de milliardaires dont les noms et les intérêts financiers sont connus. Tout se jouera donc, dès le départ, entre personnalités porteuses. On peut craindre qu'à ce jeu-là le peuple militant ne disparaisse de la scène et que les couches populaires ne se détournent de cette procédure tout juste propre à remettre en lice une nouvelle gauche professionnelle, si loin d'elles. » Ceci dit, il n'existe pas de recette magique permettant d'assurer une participation active du "peuple militant".

Sur le site dédié à l'organisation de la primaire, un auteur évoque la primaire socialiste de 2011, estimant qu'elle fut un « miracle » qui « donne du souffle à une époque en manque de renouvellement démocratique ». Bémol : l'auteur semble oublier que le candidat Valls de l'époque, qui avait obtenu 7 % des suffrages lors de ce scrutin, ●●●

Le texte de l'appel à une primaire des gauches et des écologistes

« Nous refusons la passivité face à l'abstention, au vote Front national et à la droitisation de la société. Nous refusons les renoncements face aux inégalités sociales, à la dégradation environnementale, aux discriminations et à l'affaiblissement démocratique. Nous refusons la paralysie de nos institutions.

« Nous n'acceptons pas que la menace du FN, le risque terroriste et l'état d'urgence permanent servent de prétexte pour refuser de débattre des défis extraordinaires auxquels notre société est confrontée. Il n'y a pas de fatalité à l'impuissance politique. La France est riche de son énergie vitale et de ses talents qui aspirent à forger un avenir bienveillant. Nous voulons faire de la prochaine élection présidentielle la conclusion d'un débat approfondi qui est passionnément désiré et attendu dans le pays.

« Nous voulons du contenu, des idées, des échanges exigeants. Nous appelons à une grande primaire des gauches et des écologistes. Notre primaire est la condition sine qua non pour qu'un candidat représente ces forces à l'élection présidentielle en incarnant le projet positif dont la France a besoin pour sortir de l'impasse. Elle est l'opportunité de refonder notre démocratie. En signant cet appel, je m'engage à voter lors de la primaire des gauches et des écologistes. Je participerai dans la mesure du possible aux débats qui seront organisés pour la nourrir. Signez et faites signer, pour réanimer le débat politique, pour se réapproprier l'élection présidentielle, pour choisir notre candidat-e ! »

En plus de cet appel proposé à la signature, un *Manifeste* est diffusé. Il est [ici](#).

●●● est aujourd'hui... Premier ministre. Côté miracle démocratique, on repassera ! Une manière d'affronter le problème de la présidentialisation de la vie politique aurait été de mettre au centre de la démarche l'idée d'une stratégie politique qui déborde la seule question électorale. D'autre part, même si le *Manifeste* lie fortement l'élection présidentielle aux élections législatives, on ne voit pas ce qui pourrait empêcher que, rapidement, les partis et les écuries pour tel ou tel candidat ne viennent la phagocytter. Au total, l'appel se positionne comme un appel purement électoral... et le *Manifeste* ne vient que nuancer cette pente.

Une primaire "des gauches et des écologistes" ?

Au premier abord, l'appel est "de gauche", puisqu'il critique la politique actuelle et pointe les inégalités sociales, la dégradation environnementale, les discriminations, et dénonce la « *droitisation de la société* ». Mais il ne fait aucune mention des luttes et ne donne aucune piste, même provisoire, pour une alternative sociale, écologique et démocratique. D'ailleurs, l'idée même d'alternative est absente du texte. On peut comprendre que ce flou a une fonction simple : rendre le texte acceptable à toute personne se situant à gauche, même du côté de la gauche fade. Mais, du coup, l'idée d'une rupture franche avec les politiques sociales-libérales n'est pas assumée, et celle que les politiques sociales-démocrates n'ont plus d'espace politique est absente, alors même qu'il s'agit d'une réalité incontournable de la période. Or, est-il secondaire que les partis

socialistes n'ont plus d'espace politique, et que les recettes traditionnelles de relance keynésienne sont en panne ?

**L'idée
d'une rupture franche
avec les politiques
sociales-libérales
n'est pas assumée,
et celle que les politiques
sociales-démocrates
n'ont plus d'espace
politique est absente.
Peut-on sauver
la gauche sans évoquer
explicitement la lutte
contre l'austérité ?**

Clémentine Autain, porte parole d'Ensemble !, souligne l'impossibilité de promouvoir un rassemblement associant des orientations incompatibles³ : « *Il n'y a pas de cadre commun possible entre ceux qui soutiennent l'orientation gouvernementale et ceux qui la combattent à gauche. Or, la logique d'une primaire suppose que chaque candidat accepte, s'il perd, de mener la campagne aux côtés de celui ou celle qui l'aura gagnée. (...) La réalité à gauche, aujourd'hui, est celle d'une césure croissante entre deux grandes logiques : d'un côté, la réduction des déficits publics, la croissance pour horizon, le contrôle social,*

3. Lire "Primaire : pour une gauche franche", [ici](#).

le démantèlement des droits et des services publics ; de l'autre, une rupture avec la "règle d'or" et le règne de la marchandise, la remise en cause des normes néolibérales, une transition énergétique, de nouveaux droits et libertés, une nouvelle République. Ces deux orientations ne sont pas compatibles. » Est-ce à dire que toute primaire soit nécessairement une mauvaise idée ? Non, car l'organisation d'une primaire pourrait être (ou aurait pu être ?) une des possibilités pour que la gauche d'alternative se trouve un candidat commun. Clémentine Autain souligne ainsi les enjeux de la période : « *Nous avons le devoir de nous fédérer dans un cadre inédit, capable de jeter les bases d'un projet commun pour une gauche du XXI^e siècle, d'enclencher un processus de refondation..* » Ainsi, si l'on veut prendre en compte les aspirations de nombreux citoyens à participer à la vie politique, n'est-ce pas surtout en ouvrant le chantier d'un projet politique ?

Commencer par la candidature ou commencer par le projet ?

L'appel à la primaire des gauches et des écologistes évoque bien l'idée de « *faire de la prochaine élection présidentielle la conclusion d'un débat approfondi qui est passionnément désiré et attendu dans le pays* ». Il ajoute même : « *Nous voulons du contenu, des idées, des échanges exigeants* ». En l'absence d'une orientation stratégique solide, on peut craindre cependant qu'en fait les débats portent surtout sur les modalités de la primaire (pour se mettre d'accord entre courants opposés sur le fond politique)... ou alors qu'ils ne ●●●

●●● les traitent pas (mais dans ce cas, elles risqueraient d'être traitées dans l'ombre). Dans les deux cas, le risque d'échec est important.

Le *Manifeste* adossé à l'appel rappelle : « En 2011, le Parti socialiste avait fait la démonstration qu'une primaire peut mobiliser au-delà des lignes partisans, devenir le lieu du débat politique et générer un vote citoyen massif. Mais l'exercice devenu plébiscite a produit un super-candidat qui s'est affranchi de toute responsabilité envers les citoyens mobilisés derrière lui. » Et de souligner : « La primaire de 2016 doit éviter ce risque de dérive. » Et comment cela ? « Nous n'avons pas vocation à l'organiser mais le dispositif doit permettre de former, sur la base des votes exprimés, une coalition de projet et un contrat de gouvernement. C'est sur ce socle politique partagé et cette légitimité ancrée dans une mobilisation élargie que se fera la campagne du candidat ou de la candidate lauréate et que, potentiellement, il ou elle construira une majorité parlementaire. » La question n'est-elle pas encore une fois que la mobilisation ne soit pas centrée sur l'élection (au lendemain de laquelle, toujours, les forces vives deviennent des forces de soutien à l'exécutif), mais qu'elle soit une mobilisation de la société qu'aucun scrutin électoral ne doit interrompre et qui a d'ailleurs vocation à se poursuivre quel que soit le résultat ? Renforcer la légitimité du candidat ne donne aucune assurance qu'il fera ce qu'il a promis, et peut au contraire avoir pour effet d'accentuer la délégation de pouvoir.

Le *Manifeste* a cependant le mérite de pointer, comme l'ont fait d'autres textes au cours des dernières décennies, de nombreux « besoins » : besoin de « nouvelles perspectives économiques, sociales, environnementales et démocratiques », besoin de choix et d'« alternatives claires sur les enjeux majeurs que sont les inégalités, la crise écologique, l'éducation, les discriminations, la réforme des institutions, les libertés, la justice, la sécurité, la fiscalité, les territoires, l'Europe, la mondialisation »...

Qu'une primaire ait finalement lieu ou pas, la question de la conception que l'on souhaite promouvoir pour développer une dynamique politique reste cardinale, car c'est elle qui permettra ou non une implication citoyenne forte.

La publication de contributions sur « des thèmes clés pour l'avenir de la France et de l'Europe » est annoncée : « les grandes orientations économiques ; l'emploi ; l'Europe ; la fiscalité ; l'environnement ; les différences culturelles ou religieuses dans un Etat laïc ; les libertés ; la constitution d'une nouvelle République ; la réforme de l'État... ».

Dépasser tout ce qui existe déjà

Des expériences politiques prétendant prendre part au renouvellement de la politique ont eu lieu ces dernières années : mutation de la LCR en NPA, création du Front de gauche, transformation des Verts en Europe Ecologie Les Verts... Même si elles ont donné lieu à des processus et des résultats différents, aucune de ces expériences n'a réussi à franchir l'obstacle principal : la réinvention d'un nouveau rapport entre les citoyens et la politique, intégrant la naissance d'un nouveau rôle des forces politiques à la place de la traditionnelle logique des partis de représentation. Pour le coup, l'initiative de la primaire, telle qu'annoncée, se différencie des autres : elle ne vient pas d'une formation politique, mais d'une série de personnalités aux expériences variées, disposant d'une certaine assise publique. Sauf que ses initiateurs ont d'emblée annoncé qu'ils ne l'organiseront pas. Un collectif de 500 citoyens a cependant lancé, dimanche 24 janvier, la création d'un « comité d'organisation de la primaire de gauche » (sans s à gauche), sur des bases légèrement différentes du premier appel (+ d'informations : [ici](#)).

Du côté des forces politiques, les réactions à la proposition d'organiser une primaire sont très contrastées. Le PS fait semblant de ne pas y être opposé : tout ce qui pourrait, peut-être, favoriser un éclatement des forces de la gauche d'alternative face à la candidature de François Hollande n'est-il pas bon à prendre ? Les réactions sont positives du côté d'EELV, où Cécile Duflot ●●●

●●● s'est rapidement déclarée favorable, suivie par Emmanuel Cosse qui y voit l'occasion de parler projet politique. Cependant, les désaccords entre parties prenantes de la gauche hors PS sont éclatants. Ainsi, concernant le périmètre de la primaire, le député européen écologiste Yannick Jadot, qui figure parmi les premiers signataires de l'appel, souligne que « *notre objectif n'est pas de faire une primaire de la gauche de la gauche. Parce que cela ne résoudrait pas aujourd'hui notre problème. Notre objectif est de faire une primaire qui permet la confrontation d'idées au sein de l'ensemble des sensibilités de gauche et avec les écologistes* ». De son côté, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a évoqué ce débat : « *Certains me disent: primaire. Ce n'est pas ma culture, mais je dis: discutons, échangeons, construisons ensemble* », tout en soulignant : « *il faut un candidat de gauche au service du peuple, un candidat porteur d'un projet de gauche pour la France, sur les valeurs de la gauche, qui rompe avec les errements du pouvoir actuel* ». La tenue d'un congrès du PC en juin prochain rend incertaine des prises de positions rapides, mais le parti est d'ores et déjà opposé à une primaire intégrant les droitiers du PS.

Enfin, le Parti de gauche s'oppose lui aussi à une primaire permettant de désigner un candidat unique de toute la "gauche" (PS compris). Son secrétaire national, Eric Coque-

rel, estime que « *La présidentielle doit aussi servir à déboucher sur un nouveau mouvement qui, cette fois, ne doit pas être un cartel, mais une force qui repose sur des comités de campagne et de réseaux citoyens et qui préparera en même temps les présidentielles et les lé-*

Renforcer la légitimité du candidat ne donne aucune assurance qu'il fera ce qu'il a promis, et peut au contraire avoir pour effet d'accentuer la délégation de pouvoir. La vraie question n'est-elle pas que la mobilisation ne soit pas centrée sur l'élection ?

gislatives ». Sans surprise, il affirme que la candidature de Jean-Luc Mélenchon, actuellement créditée de 9 % dans les sondages, est la seule crédible au sein de la gauche d'alternative.

Qu'une primaire ait finalement lieu ou pas, la question de la conception que l'on souhaite promouvoir pour développer une dynamique politique reste cardinale, car c'est elle qui permettra

– un peu, beaucoup, passionnément... ou pas du tout – une implication citoyenne forte. Pour François Asensi, député communiste de Seine-Saint-Denis, c'est un nouveau Front populaire qu'il s'agit de créer, qui doit se « *différencier radicalement du Front unique piloté par un cartel de partis auquel devaient se rallier les électeurs* »⁴. Soulignant que « *Le concept de "parti guide" est antinomique de l'évolution des sociétés* », il estime que si les partis ne sont pas « *devenus inutiles, leur place et leur rôle sont d'œuvrer à l'éducation populaire, à la formation citoyenne et à l'animation – avec d'autres forces du mouvement social et syndical – pour la réalisation d'un projet rassembleur* ». L'enjeu est alors d'accorder « *le primat de notre action au projet qui jaillira des mille sources de notre pays comme autant de participations citoyennes* ». Enfin, si le Front de gauche apparaît ces jours-ci une fois de plus incapable de parler d'une seule voix, ses composantes et des personnalités issues du mouvement social ont, paraît-il, commencé à échanger sur ces sujets. À suivre.



● Gilles Alfonsi

⁴. Lire "Des primaires pour un nouveau Front populaire", [ici](#).

EPI quoi encore ?



EPI : enseignement pratique interdisciplinaire, le nouvel objet didactique non identifié ne fait pas recette dans les salles de profs. Les IPR (Inspecteurs pédagogiques régionaux) chargés de convaincre les enseignants du bien fondé de la réforme de Najat Valaud Belkacem sont à la peine. Boycott et chahut sont au programme des journées de "formation-formatage" auxquelles sont convoqués tous les enseignants de collège.

Les objectifs affichés font pourtant consensus - promouvoir l'égalité, lutter contre l'échec scolaire -, mais certainement pas le contenu de la réforme. En décalage avec les pratiques enseignantes, avec les avis de nombreux chercheurs en didactique, les propositions concernant l'accompagnement personnalisé et les enseignements interdisciplinaires ne sont pas de nature à résoudre les difficultés des élèves, ni à réduire les inégalités. Au contraire, au lieu de s'interroger sur les obstacles générés par le système lui-même, il est question de s'adapter aux différences de niveaux et de se contenter de les accompagner. Avec l'autonomie accrue des établissements, les inégalités d'un collège à l'autre vont s'aggraver.

Mettre en place deux EPI par niveau de classe - ce qui suppose un grand temps de concertation entre collègues -, organiser l'accompagnement personnalisé à tous les niveaux, se concerter avec les enseignants de primaire pour le cycle 3, s'appropriier les nouveaux programmes pour les 4 années de collège, tout cela pour la rentrée 2016, la tâche s'avère gigantesque à qui veut suivre la ministre...

STOP ! Le système éducatif n'a pas besoin d'être réformé au gré de l'alternance politique. Il a besoin de stabilité, comme les équipes pédagogiques, qui doivent pouvoir dégager du temps de concertation, mettre

en commun les démarches prometteuses, mener des recherches-action. Il a besoin d'outils d'évaluation qui soient mis entre toutes les mains, plutôt que de sauter d'une réforme à l'autre sans véritable bilan de la précédente.

À la question "ne sommes-nous pas face à un problème de démocratie quand un gouvernement tente de faire passer à tout prix une réforme contre l'avis majoritaire des enseignants", la seule réponse donnée est le renvoi au vote de la Loi de refondation de l'École en juillet 2013 par les députés (tiens...en pleines vacances scolaires). Argument d'autorité.

Mais qui doit décider de la façon dont on réforme le système éducatif pour qu'il réponde mieux aux enjeux de notre temps ? Les députés élus par moins de 50 % des citoyens, si on cumule les abstentions, les non-inscrits, les étrangers qui n'ont pas le droit de vote ? Ou celles et ceux qui chaque jour sont au cœur du métier ?

Enseignante, je revendique le pouvoir de décider avec mes collègues, avec les parents d'élèves, avec les équipes d'établissement, les IPR, les chercheurs en didactique et tous les acteurs du système éducatif. Je revendique le pouvoir de contribuer à la formulation d'un projet pour l'éducation nationale. Je revendique d'avoir du temps pour ce processus démocratique.

Si, au final, le dernier mot doit revenir aux députés pour qu'ils valident le projet construit en commun, il est temps de libérer le travail des acteurs du grand service public d'éducation.

Et pour enclencher ce processus, pas besoin d'attendre 2017.

● Sylvie Larue



G**comme Guerre (à la guerre)**

La guerre n'a pas disparu de notre horizon. Sommes-nous déjà entrés dans une troisième guerre mondiale ? Ce qui se passe actuellement nécessite un effort de compréhension. Nous n'avons pas la prétention d'en saisir tous les tenants et aboutissants mais on peut essayer de faire le point. Nous vivons (depuis la guerre du Golfe au moins) sous la menace, peut-être pas de la guerre atomique mondiale, mais des guerres atomisées de la mondialisation. Les conflits s'enchaînent et se superposent et créent une situation où s'accumulent à un pôle la misère, les drames et les destructions, et à l'autre, la peur des autres, l'ordre sécuritaire, la restriction de la liberté et de la démocratie.

Quelles sont les causes de ces guerres à répétition qui mettent aux prises des forces inégales et où les plus forts sont pourtant apparemment incapables d'emporter la décision ? Et où même leurs "victoires" font se lever de nouveaux ennemis.

En décembre 2000, trois ans avant l'invasion de l'Irak par la coalition américaine et le renversement de Saddam Hussein, nous nous étions rendus à Bagdad. Nous avons organisé, avec une centaine d'artistes, d'intellectuels et de militants, une opération de "violation de l'embargo aérien". En dépit de l'interdiction de pénétrer dans la "no fly zone" décrétée par la coalition, notre avion, parti de Paris, a pu atterrir à Bagdad.

À l'aéroport de Bagdad, nous avons été accueillis par les dignitaires religieux de toutes les confessions (musulmans de toutes obédiences, chrétiens, yézidis, zoroastriens, sabéens émules de Saint-Jean Baptiste...), car l'Irak autoritaire de Saddam Hussein mettait un point d'honneur à montrer que toutes les religions coexistantes étaient respectées comme autant de témoignages d'une histoire qui remontait à l'Antiquité. Nous avons rencontré Tarek Aziz, (alors ministre des affaires étrangères et aujourd'hui toujours emprisonné en Irak) lors de ce court week-end. Le propos qu'il nous avait

tenu était assez clair. Il nous avait expliqué que depuis la chute de l'Union soviétique, les États Unis disposaient d'une "fenêtre de tir" de quelques années pour prendre le contrôle du continent eurasiatique et mettre la main sur les ressources pétrolières. Pour cela, il leur fallait détruire les États de la région encore capables d'affirmer leur souveraineté. Quoi qu'ils fassent, nous avait-il affirmé, ils savaient que la guerre était dans l'agenda américain de l'époque. Quand on veut noyer son chien, on l'accuse de la rage... Chacun a encore en mémoire la campagne mensongère sur les armes de destruction massive.

La destruction de l'Irak et la déstabilisation de la région expliquent dans une large mesure ce qui se passe aujourd'hui. L'apparition et le développement de ce monstrueux État islamique a en effet pu s'appuyer sur les frustrations des populations sunnites du pays, humiliées et vaincues, et sur les débris du système baasiste.

**Nous vivons
(depuis la guerre du Golfe
au moins) sous la menace,
peut-être pas de la guerre
atomique mondiale,
mais des guerres
atomisées
de la mondialisation.**

La dimension idéologique de la guerre ne peut pas être sous-estimée. Il y a bien une guerre de religion provoquée par les éléments les plus réactionnaires pour opposer au sein de l'islam les sunnites et les chiites, et, au-delà, les musulmans à tous les "mécrites". Et, comme lors des guerres de religions que nous avons connues au XVI^e siècle, l'économie n'explique pas tout. Mais l'aveuglement de la foi, ou la violence

innée de la nature humaine, la volonté de puissance et la pulsion de mort non plus.

(Dans *Le rôle de la violence dans l'Histoire*, Engels montre que si la violence joue bien un rôle d'accoucheuse historique, ce n'est pas elle qui explique l'Histoire).

Jamais le fanatisme religieux n'aurait pu faire de tels dégâts s'il n'avait été encouragé et instrumentalisé par les puissances régionales qui s'affrontent. ●●●

●●● La guerre ne serait guère possible si les hommes ne se trouvaient pas de “nobles” motivations pour accepter de tuer et de se faire tuer. Personne ne rêve de mourir pour le pétrole. Mais si la foi peut lever des armées, elle ne suffit pas pour les armer et assurer l'intendance. L'économie est à la fois le but et le moyen de la guerre.

C'est vrai du côté des “terroristes”. Daesh vient de décider de réduire de moitié la solde de ses combattants (le soldat est en effet toujours celui qui touche une solde). Jusqu'à maintenant, ils touchaient 400 euros par mois, le double pour les combattants étrangers. Dans le contexte syrien ou irakien d'aujourd'hui, ce n'est pas rien... Cette réduction de salaire est visiblement le signe des difficultés de Daesh sur le terrain et de l'effet que commencent à produire les attaques, notamment russes, contre leur activité pétrolière.

Mais c'est vrai aussi du côté des “démocraties”. La guerre permanente est toujours le meilleur moyen que les grands pays capitalistes connaissent pour soutenir leur économie, notamment *via* la vente des armes. Ainsi, la France est engagée dans une guerre contre des fanatiques qui tuent et décapitent au nom de la religion, mais elle est au mieux avec l'Arabie saoudite qui a fait décapiter 200 personnes en un an et condamne à mort un poète au nom de la même idéologie. La France (en tout cas ses dirigeants) a vendu pour 16 milliards d'armement à l'Arabie saoudite en 2015, soit deux fois plus qu'en 2014 et quatre fois plus qu'en 2012 !

Il y a peu de chances que les choses en restent là... Est-ce donc la guerre sans fin ?

Normalement, les guerres n'ont pas de fin en soi. Elles visent à modifier un rapport de forces et doivent à un moment céder la place à la diplomatie et à la paix. Si la guerre, comme le disait Clausewitz, est la poursuite de la politique par d'autres moyens, la politique est le seul moyen de mettre fin à la guerre. Les bombardements, quels qu'ils soient, peuvent affaiblir

l'adversaire (et infliger de terribles souffrances aux populations civiles) mais ils ne peuvent pas résoudre le conflit.

L'un des éléments qui peuvent justifier un peu de confiance dans l'avenir est que, sous l'effet de l'équilibre des forces en présence, un peu plus de réalisme s'est fait jour dans les chancelleries occidentales obligées de prendre en compte le rôle de la Russie et de l'Iran.

Mais les divisions de l'opposition syrienne et le manque de représentativité de ses représentants reconnus par la “communauté internationale” augurent mal des négociations qui s'engagent...

Les organisations dédiées au combat pour la paix sont toujours nées de circonstances historiques précises (...) Contre l'état d'urgence, la guerre permanente et le choc des civilisations, une nouvelle initiative et un nouveau rassemblement s'imposent.

Jusqu'à maintenant, les opinions publiques en Europe sont restées pour l'essentiel spectatrices d'un conflit qui, dans une large mesure, leur échappe. Elles ont vécu avec sympathie le printemps arabe et s'en sont désintéressées quand celui-ci a été détourné par les pétromonarchies et a viré au cauchemar.

Pour l'instant, en France, l'opinion publique semble majoritairement accepter la logique de l'état d'urgence qui est la logique de guerre. La crainte devant l'afflux des réfugiés, la contagion de la misère qui monte du Sud renforcent les réflexes égoïstes, racistes, chauvins.

Dans ce contexte, nous aurions bien besoin d'un nouveau mouvement pour la paix. Les organisations dédiées au combat pour la paix sont toujours nées de circonstances historiques précises, qu'il s'agisse de l'Appel de Stockholm ou de l'Appel des cent, plus récemment.

Contre l'état d'urgence, la guerre permanente et le choc des civilisations, une nouvelle initiative et un nouveau rassemblement s'imposent.

● Patricia Latour et Francis Combes



Enfin, elle a démissionné !



Lire le communiqué d'Ensemble ! [ici](#)



Photo DR

● **Persécution.** Après avoir passé 7 années en prison, et subi plusieurs mesures discriminatoires, Salah Hamouri est à nouveau frappé par l'État d'Israël. Ayant passé les fêtes de fin d'année en France, Elsa Le-
fort, sa compagne, enceinte, s'est vue interdite de séjour à son retour en Israël. Elle dispose pourtant d'un visa de service l'autorisant à y séjourner, puisqu'elle travaille au Consulat français. Elle a été incarcérée. La Cour d'appel rejette le recours du couple en affirmant que « *les appelants dissimulent à la cour leur activité terroriste* ». Une pétition est en cours sur <https://secure.avaaz.org/fr/petition>. Cerises vous invite à la signer.

● **Censure.** 36 Unes de *Libération*, retravaillées par des artistes à tous points très divers et exposées dans une galerie parisienne, devaient être vendues le 26 janvier au bénéfice de Reporter sans frontières. Ernest Pignon-Ernest, connu pour ses silhouettes dessinées et collées sur les murs, avait repris la Une de *Libé* du 12 novembre 2004 sur la mort d'Arafat, sur

laquelle il a dessiné le visage de Marwan Barghouti, militant palestinien incarcéré en Israël depuis treize ans et demi. En légende, en petit : « *En 1980, quand j'ai dessiné Mandela, on m'a dit que c'était un terroriste.* » L'Ambassade d'Israël a exigé et obtenu que l'affiche soit retirée. La vente n'a pas eu lieu dans cette galerie. Tant pis pour RSF...

● **Lanceur d'alerte.** Des citoyen-ne-s dénoncent, souvent à leurs risques et périls, la réalité sordide de leur lieu de travail, ou le pillage des données personnelles ou d'État, ou les trafics financiers, etc. Ainsi A. Deltour risque jusqu'à cinq ans de prison et 1 250 000 euros d'amende pour avoir contribué à dénoncer le *LuxLeaks*. Employé d'un grand cabinet d'audit international, il découvre « *un système d'évitement fiscal agressif approuvé par l'État luxembourgeois. Sous un vernis de légalité, les pratiques mises en oeuvre exploitent les failles du cadre actuel pour soustraire des sommes abyssales aux recettes fiscales de certains États, au détriment des citoyens* ». Il en informe un journaliste. Désigné Citoyen européen 2015 par le Parlement européen, Antoine Deltour passe néanmoins en justice le 26 avril. Plus d'information et une pétition pour le défendre, sur www.comunistesunitaires.net, rubrique "Libertés".

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

